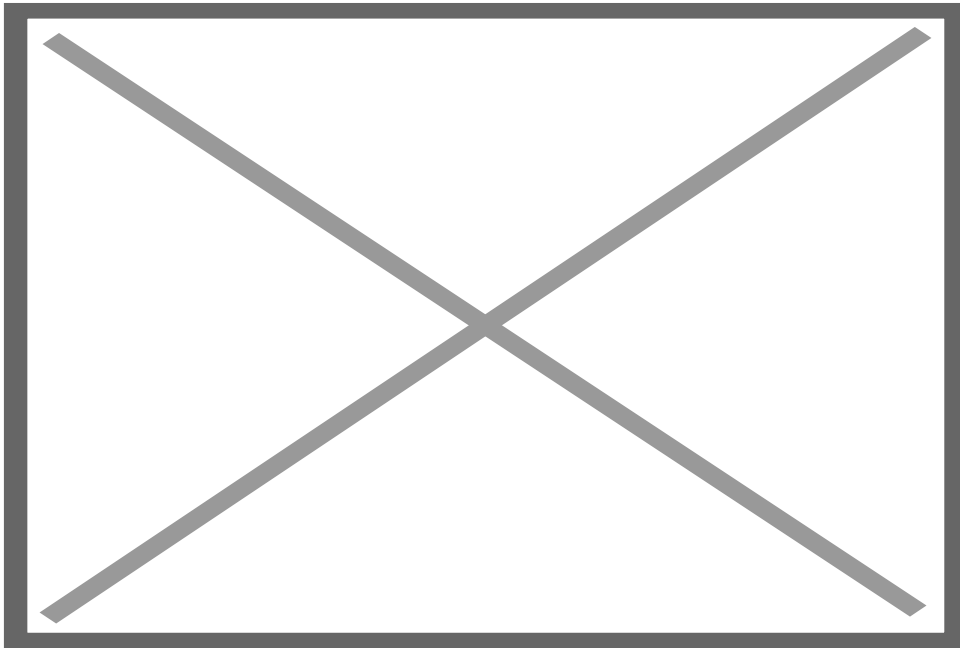


En France, Macron suspend un candidat à la députatation à la suite de pressions du lobby israélien

Description

Par Ali Abunimah pour *The Electronic Intifada*, le 13 mai 2017



Le lobby israélien de France semble détenir un veto sur qui peut se présenter à la députatation sous l'étiquette du parti du nouveau président Emmanuel Macron.

Les médias français ont rapporté vendredi que le mouvement En Marche ! de Macron avait suspendu un de ses candidats aux élections législatives de juin.

Cela s'est passé après que des associations du lobby israélien français, la LICRA et le CRIF, aient exigé que ce candidat, le producteur de télévision Christian Gin, soit suspendu pour avoir fait ce qu'elles ont prétendu être des tweets antisémites et avoir soutenu le mouvement boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

L'un des tweets de Gin exprimait son soutien à BDS.

Un autre de février dernier réclamait la « comparaison du CRIF et de l'Etat ».

Le CRIF est une organisation communautaire ainsi qu'un groupe essentiel du lobby israélien. Le tweet de Gin faisait référence au gala annuel du CRIF de ce soir.

« C'est antisémitique parce que, derrière l'appellation CRIF, c'est les Juifs qui est sous-entendu », a dit au journal Le Parisien Francis Kalifat, président du CRIF.

Mais personne ne nie que le CRIF fonctionne en France tout comme l'AIPAC aux Etats Unis comme le principal lobby pro-Israël et ses buts.

En tant qu'un des principaux journaux, Le Figaro notait en février que le dîner annuel du CRIF avait augmenté son importance ces dernières années dans la politique française et que, cette année, s'y étaient rendus plusieurs candidats à l'élection présidentielle française, y compris le vainqueur.

La critique du rôle exceptionnel que le CRIF a endossé dans la politique française a été exprimée par des personnalités importantes.

« Le CRIF ne représente plus personne et il ne fonctionne pas de façon démocratique », a dit au Figaro Philippe Karsenty, député maire de Neuilly-sur-Seine et personnage bien connu de la communauté juive. « Le CRIF a cessé de représenter les Juifs face aux politiques et est devenu le représentant des politiques face aux Juifs. » (Karsenty est connu pour avoir perfidement prétendu que la télévision française avait mis en scène la séquence vidéo en 2000 de la mort du petit Palestinien Muhammad al-Durra à Gaza.)

L'écritain Alain Finikelfraut a comparé le CRIF à un tribunal où « les membres du gouvernement français paraissent devant un procureur communautaire ».

En 2012, François Bayrou, centriste bien connu et ancien candidat à la présidence qui, cette année, a soutenu Macron, a refusé une invitation au dîner du CRIF.

« J'ai beaucoup réfléchi pendant des années et je suis arrivé à la conclusion que je ne participerais plus à ces rassemblements communautaires », a expliqué Bayrou. « Je pense que la France est une, que ses citoyens sont d'abord et avant tout des citoyens avant d'être Juifs, catholiques, musulmans, agnostiques ou athées. »

Bayrou exprimait une version standard du sécularisme, ou laïcité, de la République française.

L'AIPAC français

Fondamentalement, l'un des rôles les plus forts du CRIF comme en a souvent fait état The Electronic Intifada est d'être le principal avocat à plaider contre le mouvement pour les droits des Palestiniens.

Le président sortant François Hollande et son ancien premier ministre Manuel Valls ont utilisé leurs apparitions au CRIF pour exprimer leur ferme soutien à Israël et pour attaquer BDS.

L'année dernière à la tribune du CRIF, Valls a promis une répression accrue contre les militants BDS.

(Dans un tweet de 2013 dénoncé par la LICRA, Gorin a qualifié Valls de « viscéralement sioniste, raciste et islamophobe »)

En 2015, Hollande a utilisé son discours pour salir les critiques d'Israël et de son idéologie sioniste, les qualifiant d'antisémites.

Dans son dernier discours au CRIF en tant que président, Hollande s'est vanté du fait que « la France a combattu sans faiblir le mouvement BDS ».

Il a aussi prétendu être en se fondant sur son interprétation d'une décision de justice actuellement contestée devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme que la France est le seul pays à avoir proscrit le boycott des produits israéliens.

Bien que Marine Le Pen n'ait jamais été invitée à un dîner du CRIF, le président d'alors du CRIF Roger Cukierman a provoqué des froncements de sourcils lorsqu'il a dit que la dirigeante du notoirement antisémite, anti-musulmans et raciste Front National était « personnellement à l'abri de toute critique ». Le Pen lui a renvoyé le compliment en félicitant Israël et ses attaques contre le mouvement BDS.

Protéger son influence

Étant donné le rôle très contesté que joue le CRIF dans la politique française, on devrait pouvoir critiquer son rôle politique sans être accusé d'antisémitisme.

Et il est également facile de voir pourquoi le CRIF souhaite salir les critiques en les qualifiant d'antisémites alors qu'il a un intérêt évident à protéger son influence politique croissante.

Dans un autre tweet révélateur par la LICRA, Gaurin a partagé un communiqué du groupe de défense l'Association France Palestine Solidarité.

Ce communiqué faisait savoir que l'attaque au camion de juillet 2016, qui avait tué des dizaines de personnes à Nice, ne devait pas être exploitée politiquement par Israël et ses soutiens. Le communiqué répondait aux appels de certains politiques qui comparaient les Palestiniens à l'État Islamique et exhortaient la France à prendre Israël comme modèle pour combattre le terrorisme.

Les dirigeants israéliens ont également exploité ce genre de violence ces dernières années pour exhorter les Juifs français à quitter leur patrie, appels que les dirigeants français ont critiqués.

Même le dirigeant de la LICRA a appelé le premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu à cesser de dire aux Juifs de quitter l'Europe après ce genre d'attaques.

Mais la LICRA a néanmoins clamé que Macron retire la candidature de Gaurin et a dit qu'elle pourrait soumettre ses tweets aux procureurs.

La LICRA n'a pourtant pas fait remarquer que Gaurin a aussi envoyé un tweet qui ressemble à un éloge d'Israël. En 2013, il écrivait que le documentaire The Gatekeepers [Les Sentinelles], dans lequel d'anciens chefs du renseignement israélien critiquaient la politique de leur pays, « est une leçon de démocratie à mettre au crédit d'Israël ».

D'autres candidats visés

Selon Le Parisien, le CRIF et la LICRA s'attachent maintenant à un autre Macroniste candidat à la députation qu'ils accusent de soutenir BDS.

Dans un tweet maintenant dépeint, William Tchamaha mettait un lien vers un reportage sur la critique par l'ONU d'une nouvelle loi israélienne pour faciliter le vol de la terre palestinienne.

Tchamaha, conseiller pédagogique en lycée, a aussi prétendu qu'Israël était un « Etat hors-la-loi qui méprise le droit international » et a aussi exhorté au boycott des produits israéliens.

On dit que le CRIF mène une enquête sur les opinions d'autres candidats du parti de Macron et promet d'être « vigilant ».

Le message clair que le lobby israélien français envoie aux novices en politique du mouvement du nouveau président est que toute critique d'Israël devra se payer.

Quant à Macron, il a déjà condamné avec force BDS et a promis de poursuivre la politique de Hollande de répression contre le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Le nouveau président a peut-être promis aux électeurs français une rupture avec l'ancienne façon de traiter les affaires, mais lorsqu'il s'agit de traiter les intérêts d'Israël et de son lobby, *plus ça change, plus c'est la même chose* [en français dans le texte].

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

date créée
2017/05/14